

Budget 2010 de l'Ontario :

Bâtir pour l'avenir vs les ventes de feu et l'obsession du déficit

Il est ironique de constater que lorsque Dalton McGuinty s'est demandé comment faire face aux grands défis économiques auxquels l'Ontario est confronté, son instinct l'a mené sur la même voie que Mike Harris : la privatisation d'Hydro et de la LCBO. (Les libéraux sont toutefois allés un peu plus loin en suggérant que la Société des loteries et des jeux de l'Ontario puissent faire partie d'une vente de feu des actifs de la province).

Au SCFP-Ontario, nous savons que ces actifs qui ont été bâtis par nos parents et nos grands-parents constituent une part importante de l'économie de la province. Nous savons qu'ils contribuent aux revenus dont ont besoin d'importants services pour nos collectivités, comme l'éducation et les soins de santé. Nous savons que la vente de ces actifs et les compressions aux services publics constituent de mauvais choix économiques pour notre province. C'est pourquoi il était si important que le SCFP participe au débat sur le budget 2010 de l'Ontario, ce que nous avons fait lorsque Fred Hahn a, pour la première fois, déposé un mémoire pré-budgétaire devant le Comité permanent des finances et des affaires économiques à Queen's Park le 2 février dernier.



« Ne brûlez pas les meubles pour chauffer la maison », a dit M. Hahn alors qu'il mettait en garde le comité de députés provinciaux contre les ventes d'actifs. Le message central du SCFP était que le budget 2010-2011 de l'Ontario doit porter d'abord sur la création d'emplois et ne pas tomber dans l'obsession du déficit. La remontée du Toronto Stock Exchange (TSX) ne suffit pas. Le gouvernement a la responsabilité de s'assurer que sa population remonte la pente elle aussi.

Le remboursement du déficit ne contribuera pas à créer de bons emplois, mais la création de bons emplois contribuera au remboursement du déficit. Si le gouvernement ontarien coupe dans les dépenses provinciales et les transferts cette année, il prolongera la récession. Avec le taux de chômage le plus élevé du pays à l'ouest des Maritimes, l'Ontario a besoin de plus de bons emplois, pas moins.

Le SCFP-Ontario croit que cette récession est l'occasion pour le gouvernement de lancer les grands projets stratégiques à long terme qui assureront l'avenir de l'Ontario. Le budget 2010-2011 de l'Ontario doit faire en sorte que toute relance profite aussi aux sans emploi, à ceux qui occupent des emplois marginaux et aux populations vulnérables de l'Ontario. Il faut que les programmes de stimulation économique consentent aussi des investissements dans l'infrastructure sociale de l'Ontario.

Dans cette édition du Baromètre

La secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario sur la route pour les soins de longue durée
Le président du SCFP-Ontario dénonce les dangers de la nouvelle entente commerciale Canada-États-Unis
À la mémoire de : JULIUS DEUTSCH, 1953-2010
Ne laissons pas les services de garde se dégrader...
La planification en vue des élections municipales et scolaires de 2010 commence maintenant
47e Congrès annuel du SCFP-Ontario
À INSCRIRE À VOS CALENDRIERS ...

Page 2
Page 3
Page 4
Page 5
Page 6
Page 7
Page 8

Nous devons aussi faire des investissements stratégiques dans la création d'une économie verte – des investissements en vue d'une relance économique à long terme basée sur la durabilité environnementale et sociale. Il y a aujourd'hui un plus grand nombre d'Ontariens qui vivent dans la pauvreté qu'il y a un an. Comme travailleurs du secteur public, nous savons que nos services sont plus nécessaires que jamais. Les conséquences sociales de cette récession sont l'augmentation de la charge de travail des travailleurs de la protection de l'enfance, des travailleurs des services sociaux et des travailleurs des centres d'emploi, pour ne donner que quelques exemples. En termes simples, les services publics permettent que nos collectivités soient de meilleurs endroits où vivre. Pendant les périodes difficiles, les services publics sont des remparts qui devraient être accessibles à tous.

Dans toutes les rencontres préparatoires au budget, nous demandons instamment au gouvernement de l'Ontario d'utiliser ce budget pour lutter contre la récession, pas le déficit. Le SFCP-Ontario, a joint sa voix à celle de syndicats de toute la province pour envoyer un message au gouvernement McGuinty, message communiqué dans le cadre d'une campagne menée par la Fédération du travail de l'Ontario : Communities That Work (des collectivités qui fonctionnent). La reprise est fragile et l'emploi n'a pas encore repris sa croissance. Un budget qui réduit la capacité fiscale de la province, qui provoque des pertes d'emploi dans le secteur public et qui permet la vente d'actifs publics de grande valeur ne peut qu'être nuisible.

Le texte intégral du mémoire de Fred Hahn est publié sur <http://www.cupe.on.ca>. Pour en savoir plus sur la campagne "Communities That Work" de la FTO, rendez-vous sur www.communitiesthatwork.ca.

La secrétaire-trésorière du SFCP-Ontario sur la route pour les soins de longue durée

Au cours du mois, Candace Rennick, secrétaire-trésorière du SFCP-Ontario, était dans la collectivité de Peterborough et faisait la nouvelle alors qu'elle tentait de sensibiliser la population à propos des importants défis auxquels font face les établissements de soins de longue durée et tous les Ontariens qui dépendent de leurs services.

L'insuffisance de financement et l'absence de véritables normes de soins font courir d'importants risques aux résidents et au personnel des établissements de soins de longue durée, ont affirmé Mme. Rennick et un comité d'experts à l'occasion d'un forum public organisé par le SFCP à Peterborough le 1er février.



Plus de 100 personnes se sont rendues au Holiday Inn afin d'assister à ce forum, de partager leurs expériences et de discuter de diverses propositions de réforme de la façon dont les soins de longue durée sont prodigués dans l'ensemble du pays. « Pour dire les choses simplement, nous savons que l'argent est versé au secteur des soins de longue durée, mais il ne se rend pas jusqu'aux lits des résidents », a déclaré Mme. Rennick alors qu'elle présentait un comité d'experts formé de Pat Armstrong, professeur à l'Université York, Natalie Mehra, directrice de la Coalition ontarienne de la santé et Irene Jensen, chercheuse du SFCP national.

L'événement de Peterborough était l'une des rencontres publiques organisées partout au pays par le SFCP dans le but de sensibiliser les gens aux problèmes du secteur des soins de longue durée et de faire part des propositions du syndicat en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des patients et des membres du personnel. Les gens du public qui étaient venus à la rencontre parce que la situation les préoccupe ont été encouragés à devenir actifs au sein de la Coalition de la santé de leur région et à signer des pétitions réclamant des normes de soins conséquentes prescrites par la loi, une mesure que le gouvernement McGuinty s'entête à refuser.

Le président du SCFP-Ontario dénonce les dangers de la nouvelle entente commerciale Canada-États-Unis



Le vendredi 5 février, le gouvernement canadien a annoncé qu'il venait de parapher une nouvelle entente commerciale « Buy American » avec les États-Unis. Cette entente soumet toutes les provinces et tous les territoires du Canada à l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Comme c'est généralement le cas avec le gouvernement Harper, les détails de l'entente sont tenus secrets. Un secret qui a été éventé le 11 février lorsque Fred Hahn, président du SCFP-Ontario et Stewart Trew du Conseil des Canadiens ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle ils ont rendu publique une copie de l'ensemble de l'accord,

ce que le premier ministre Harper refusait de faire. Le contenu de cette entente était si secret que même la critique du Parti libéral du Canada en matière de Commerce international, Scott Brison, a dû demander à son personnel d'appeler au SCFP-Ontario afin d'en obtenir une copie.

Fred Hahn affirme que l'entente commerciale annoncée le 5 février est une mauvaise affaire pour le Canada et une affaire encore plus mauvaise pour l'Ontario. L'entente pourrait en effet être utilisée pour empêcher nos municipalités de prendre des décisions d'approvisionnement ayant pour objectif la création d'emplois en Ontario.

Le gouvernement ontarien sera dans l'incapacité d'utiliser son pouvoir de dépenser comme outil de développement économique, alors que les États-Unis – qui le font depuis longtemps – continueront à le faire. En ouvrant leur marché aux fournisseurs américains, les municipalités ontariennes ne pourront plus insister sur l'embauche locale, ni sur le recours à des fournisseurs ontariens ou même canadiens pour l'achat de biens et services. Le SCFP-Ontario et le Conseil des Canadiens affirment qu'en approuvant cette entente, nous abandonnerons notre dernier et plus puissant levier économique.

Selon la nouvelle entente commerciale Canada-États-Unis, seule l'Ontario aura l'obligation de permettre un accès illimité aux fournisseurs américains à tous les contrats d'approvisionnement financés par le public pour les écoles, les universités, les services sociaux et les hôpitaux, affirme le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn.

Dans le cadre de cette nouvelle entente commerciale, l'Ontario est la seule province tenue de laisser libre accès à ses secteurs vitaux. Les autres provinces et territoires ont exclus ces secteurs alors que le Québec s'est protégé par une clause excluant tout le secteur culturel.

Faisant écho aux propos de nombreux critiques et dirigeants de syndicats nationaux, M. Hahn affirme que cette entente accorde beaucoup trop par rapport à ce qu'elle permettra d'obtenir en retour et demande à Dalton McGuinty de se porter à la défense de l'Ontario en refusant de signer l'entente.

À la mémoire de : JULIUS DEUTSCH, 1953-2010

Le jeudi 4 février, Julius Deutsch est décédé à l'âge de 56 ans à la suite d'une longue bataille contre le cancer.

Julius était un ami, un mentor et un confrère pour tous ceux qui l'ont connu et une inspiration pour tous ceux et celles qui ont croisé son chemin.

Il a été un travailleur infatigable de la justice et du changement social. Néo-démocrate passionné au cours des dix dernières années, Julius a été le directeur adjoint du Conseil du travail de la région de Toronto et York, mais aussi un redoutable politicien, un champion de la justice sociale et économique, un brillant tacticien, un patient animateur de mouvement et un véritable roc dans les périodes de turbulences.

Entièrement présent jusqu'à la fin, Julius travaillait encore aux façons de faire élire un plus grand nombre de candidats progressistes lors des élections municipales de 2010.

Toutes nos pensées vont à sa famille et à tous les gens qui ont travaillé aux côtés de Julius et à qui il va manquer autant qu'à nous.

Une célébration de la vie de Julius a eu lieu au United Steelworkers' Hall de la rue Cecil le dimanche 7 février 2010.

Des dons à la mémoire de Julius peuvent être faits au Nouveau Parti Démocratique ou à la Fondation Stephen Lewis.



Ne laissons pas les services de garde se dégrader...

(Tiré du Toronto SUN, édition du 22 février 2010)

Par Kelly Massaro Joblin, Présidente de l'Association des éducateurs de la petite enfance de l'Ontario et Fred Hahn, Président du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) Ontario

Il ne fait pas de doute que le premier ministre McGuinty tient à s'assurer que l'investissement de son gouvernement dans l'apprentissage à temps plein demeure la bonne nouvelle de l'année en matière de budget. Mais le retrait des 4 et 5 ans des services de garde, couplé à une baisse de 63,5 millions du financement fédéral a ébranlé le secteur. La ville de Toronto évalue que cette baisse de ressources signifiera que 5 000 places ne seront plus subventionnées. Dans d'autres régions, se sont 3 000 places de plus qui seront appelées à disparaître. Sentant que le financement allait manquer, le conseil municipal de Windsor s'est prononcé par vote pour la fermeture de 9 garderies municipales. La ville se débarrassera de tous les édifices et actifs qui étaient, depuis des décennies, à la base des services de garde de Windsor. Ce qui est le plus regrettable dans cette décision, c'est qu'elle va totalement à l'encontre de ce qui était recommandé dans le rapport sur la réforme de l'apprentissage des jeunes enfants, rapport commandé par le premier ministre à Charles Pascal. Dans le plan établi par M. Pascal, l'étape suivante de l'initiative en matière d'apprentissage des jeunes enfants était justement de confier aux municipalités la responsabilité des soins aux enfants de 0 à 4 ans. La situation qui prévaut à Windsor aurait pu être évitée. Le gouvernement a calculé qu'en transférant les enfants de 4 et 5 ans dans les programmes à temps plein exploités par les écoles, il économiserait 119 millions en rémunération versée au personnel. Le premier ministre devrait réaffecter ces fonds à la stabilisation des programmes de garde d'enfants qui ont été touchés avant que d'autres municipalités n'emboîtent le pas à Windsor.



Les exploitants de garderies commerciales tirent avantage de cette situation pour faire prospérer leurs entreprises et croître leurs profits. Tout en incitant les conseillers municipaux de Windsor à fermer les garderies municipales dans le but de pousser les parents à se tourner vers eux, ils ont organisé une campagne de lobbying dont l'objectif est de faire modifier la réglementation des services de garde de façon à permettre que moins de personnel puisse superviser un plus grand nombre d'enfants. Quel est le problème avec les garderies à but lucratif ? Il n'y a pas de profit à faire en assurant des services de garde de grande qualité. Par contre, offrir des services de garde de piètre qualité peu être payant. Le mois dernier, une entreprise du Texas a annoncé qu'elle entendait ouvrir une autre succursale de sa chaîne de garderies au Canada. Elle a l'intention de réunir ses capitaux en transigeant sur Venture Exchange du TSX. C'est justement le modèle d'affaires qui a été utilisé lors de l'ascension spectaculaire d'une autre multinationale des services de garde qui s'effondrée l'an dernier, emportant dans sa faillite des millions de dollars de subventions gouvernementales, laissant des milliers de parents sans service de garde et abandonnant les employés sans leur verser les salaires dus. Les recherches, tant canadiennes qu'internationales, placent systématiquement les services de garde à but lucratif au plus bas de leur classement, les indicateurs soulignant une qualité insuffisante, du personnel détenant des qualifications minimales, un haut taux de roulement des enseignants et de pauvres relations avec les parents. Ces exploitants sont aussi ceux qui sont les moins susceptibles d'accepter des enfants ayant des besoins particuliers. Une étude récemment menée à Toronto indiquait que ce sont les garderies municipales qui offrent la meilleure qualité de service, suivies du reste du secteur sans but lucratif.

Ottawa, Peel, Sudbury et Toronto ont agi pour la protection des enfants en freinant les nouvelles ententes avec les exploitants de garderies à but lucratif. La province ne doit pas permettre que le sous-financement entraîne le déclin de l'ensemble du secteur des services de garde. Sinon, nous en comprendrons que les enfants de 4 et 5 ans méritent des services d'apprentissage et de garde universels et de grande qualité alors que les enfants en bas âge doivent pour leur part être confiés à des entreprises évoluant dans un marché de plus en plus déréglementé.

La planification en vue des élections municipales et scolaires de 2010 commence maintenant

Savez-vous ce que représente la date du 25 octobre 2010 ?

Vous devriez le savoir si vous êtes préoccupés par l'élection de maires, conseillers et fiduciaires de conseils scolaires plus progressistes lors des élections locales de cette année en Ontario. Pourquoi ? Parce que le lundi 25 octobre est un jour de vote dans toutes les municipalités ontariennes et c'est une date qui approche plus vite que vous ne le croyez.



C'est pourquoi les hauts dirigeants, les présidents de secteur et le personnel de niveau supérieur du SCFP-Ontario étaient au travail le samedi 6 février. Ils ont passé toute la journée à planifier les façons dont le SCFP-Ontario peut jouer un rôle positif dans les élections municipales et scolaires de 2010.

Pourquoi les élections municipales et scolaires sont-elles une priorité pour le SCFP ?

Simple. Les élections municipales servent à désigner les décideurs qui déterminent les orientations des transports en commun, des services de garderie, de la distribution d'électricité et de l'eau potable, des services de polices et les taux des taxes foncières dans la collectivité où vous et votre famille résidez et travaillez.

Les élections scolaires servent à désigner les gens qui gèrent ce que de nombreuses personnes considèrent comme étant le cœur de notre collectivité, nos écoles. Le prochain groupe de fiduciaires à être élu sera celui qui supervisera la mise en oeuvre dans nos écoles du Programme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de la province, un programme qui aura des répercussions dans l'ensemble du système scolaire.

Rien que ça.

Soyez assurés que dès que nous le pourrons, nous distribuerons à toutes les sections locales du SCFP-Ontario et à tous les membres du SCFP que la chose intéresse notre Trousse à outils des élections municipales et scolaires. Cette trousse vous permettra d'apprendre comment vous pouvez influencer les résultats des élections de cette année.

Qu'est-ce que nous espérons réaliser ? Bonne question.

Nous avons 3 objectifs.

1. Faire élire un plus grand nombre de maires, conseillers et fiduciaires de conseil scolaire progressistes partout en province.
2. Contribuer à influencer le débat public sur ce qui est important et ce qui est en jeu cette année.
3. Faire participer un plus grand nombre de membres du SCFP à ces élections. Nous voulons nous assurer que cette année, au moins 75 % des membres du SCFP se prévaudront de leur droit de vote. Nous voulons aussi aider au moins 10 % des membres du SCFP à prendre une part active à ces élections en participant à titre de bénévoles aux différentes campagnes.

Pouvons-nous y arriver ?

Soyez-en assurés. Attendez-vous à recevoir votre Trousse à outils des élections municipales et scolaires vers la fin de mars. De plus, au cours des prochains mois, surveillez les occasions de formation qui seront offertes dans toute la province aux militants intéressés à se présenter ou à travailler aux prochaines élections municipales et scolaires par le Congrès du travail du Canada.

<u>DATES :</u>	10 et 11 avril 2010
<u>BARRIE :</u>	Holiday Inn, 20, Chemin Fairview
<u>HAMILTON:</u>	Steelworkers' Hall, 1031, .Rue Barton
<u>TIMMINS:</u>	Day's Inn, 14, Rue Mountjoy Sud

Pour tous les détails, rendez-vous sur :

<http://www.canadianlabour.ca/ontario-region/ontario-municipal-election-2010>

47e Congrès annuel du SFCP-Ontario

Du 26 au 29 mai 2010, les membres du SFCP de partout en Ontario se réuniront à l'occasion de notre 47e Congrès annuel qui aura lieu à l'hôtel Caesar, sur les rives de la rivière St. Clair au centre-ville de Windsor.

Le congrès du SFCP-Ontario est le parlement de la Division de l'Ontario du SFCP. C'est à cette occasion que les membres de la base et les dirigeants élus se réunissent afin de planifier, établir les politiques et, cette année, élire les dirigeants dont le président et le secrétaire-trésorier.



Si vous voulez vraiment savoir ce qui se passe et maximiser votre influence au sein du syndicat, c'est là que vous devez être.

La Division du SFCP-Ontario publie tous les détails concernant ce congrès sur son site à www.cupe.on.ca. Vous y trouverez toutes les informations, des modalités d'inscription à la façon de soumettre des résolutions.

D'ici là, si vous avez déjà élu vos délégués, vous pouvez organiser vos déplacements et votre séjour dès aujourd'hui par le biais de WE TRAVEL en appelant au numéro sans frais 1-888-676-7747.

Au plaisir de vous voir à Windsor !!!

À INSCRIRE À VOS CALENDRIERS ...

- 1er mars : Journée du leadership à Timmins
Bureau régional du SFCP, Timmins
- Du 4 au 7 mars : Conférence du CCTSS
Caesars, Windsor
- Du 9 au 11 mars: Réunion du Conseil exécutif du SFCP-Ontario
Delta Toronto Est
- 12 mars : Date limite pour le dépôt de résolutions au
Congrès annuel du SFCP-Ontario
- 16 mars : Réunion du Comité exécutif national
- 17 et 18 mars : Réunion du Conseil exécutif national
- 23 et 24 mars : Conférence des travailleurs en bibliothèque
Westin Ottawa
- 24 au 27 mars : Conférence du CCEMO
Westin Ottawa
- Du 29 mars au 1er avril :Retraite des Comités nationaux
- 10 et 11 avril : Congrès du travail du Canada :
Formations en vue des élections municipales à
Barrie, Hamilton & Timmins

Obtenez les dernières nouvelles sur ce qui vous touche tous les jours à:**www.cupe.on.ca**